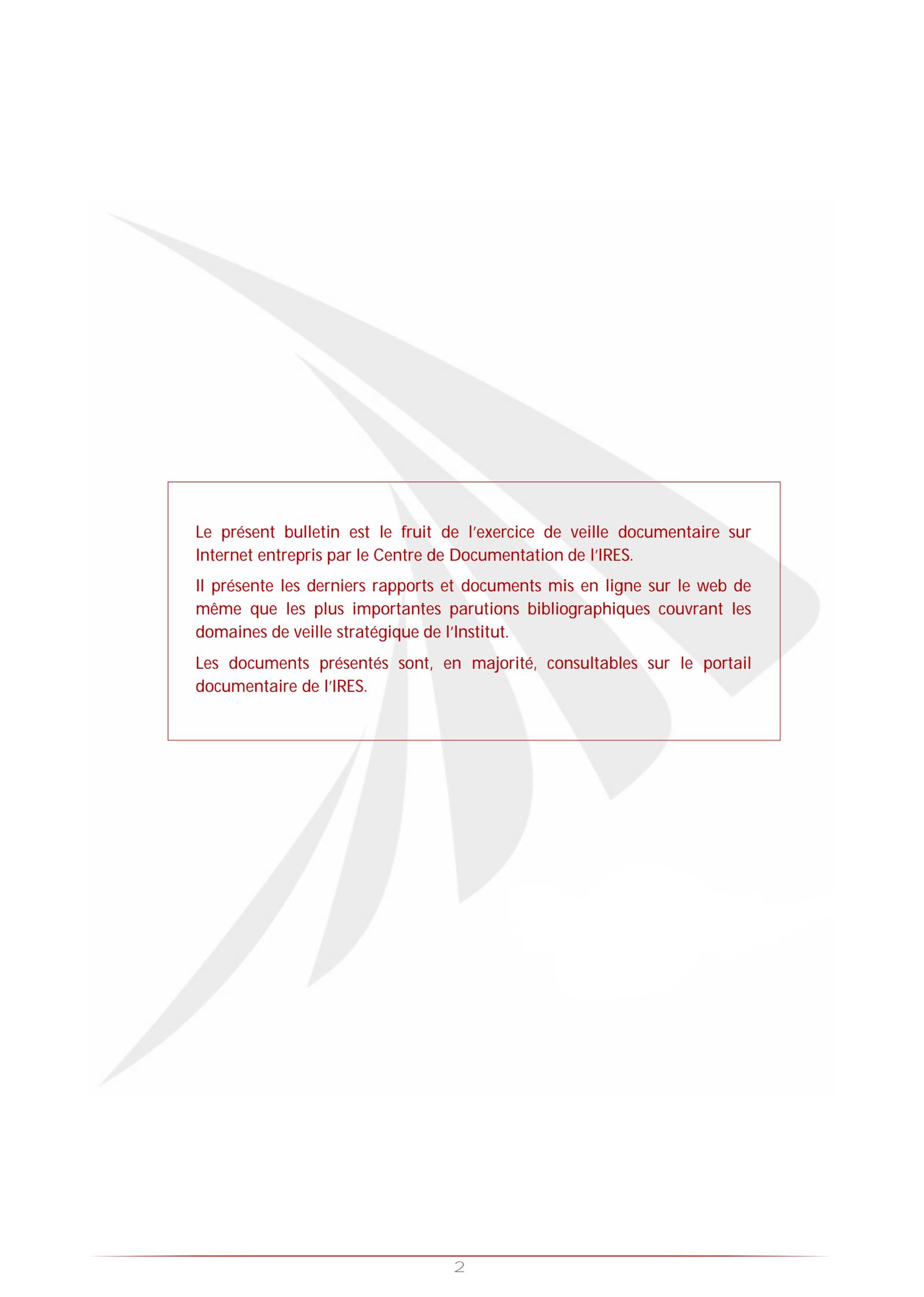




doc.VEILLE
Bulletin webographique

Mai, 2010



Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.

Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.

Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.

Global Research Report : Africa

ADAMS, Jonathan; KING, Christopher; HOOK, Daniel

Leeds : Evidence, 2010 – 12 p.

Source : Thomson Reuters,

<http://researchanalytics.thomsonreuters.com/m/pdfs/globalresearchreport-africa.pdf>

Tags : Société | Recherche | Afrique | Maroc

D'après le dernier rapport de Thomson Reuters, l'Afrique n'apporte pas une réelle contribution aux grands programmes de recherche scientifique. Ce rapport, qui se base sur le nombre de publications réalisées dans 21 disciplines couvrant tous les domaines de la science, de l'agriculture, de l'environnement, de la pharmacie et de l'espace, peut constituer un outil judicieux pour évaluer les performances des 225 universités répertoriées sur le continent africain.

De plus, même si la diaspora africaine apporte une réelle contribution intellectuelle au développement de la recherche dans les pays développés, elle n'offre pas d'avantages significatifs pour les pays d'origine. Selon les auteurs de ce rapport, le déficit scientifique africain trouve partiellement son origine dans le manque d'investissements dans les infrastructures de recherche et d'enseignement.

En effet, les universités africaines auraient publié environ 27.600 études ces dix dernières

années (1999-2008). Les six pays de l'Afrique du Nord ont publié 10.500 recherches alors que les 14 pays de l'Afrique Australe auraient édité 10.000 recherches scientifiques. Pour sa part, l'Afrique Centrale, qui compte 30 pays et s'étend de la ligne saharienne aux limites de l'Afrique Australe, n'a enregistré que 7.100 recherches durant la même période.

Le classement fourni par le présent rapport met l'Afrique du Sud en tête dans 15 disciplines, suivie de l'Égypte dans 2 notamment la chimie et l'ingénierie et le Nigeria premier en agronomie. Le score global de l'Afrique du Sud (1,55 point) dépasse celui de la Russie (1,17 point), mais reste très inférieur à celui de la Chine qui enregistre un score de 5,42 points. Les seuls pays francophones, figurant au tableau de classement, sont le Maroc et la Tunisie. Le Maroc se classe deuxième en mathématiques alors que la Tunisie est classée au second rang dans les sciences des matériaux.



Migration et développement : les migrations de main-d'œuvre en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest

Bureau International de Travail

Genève : BIT, 2010 – 196 p.

Source : BIT,

<http://www.ilo.org/public/french/bureau/inst/download/migration.pdf>

Tags : Migration | Afrique de l'Ouest | Afrique du Nord | Maroc

Le présent rapport met en évidence le rôle central que peut jouer la migration dans l'amélioration des perspectives de développement, en explorant les relations entre les marchés du travail et la migration ainsi que leurs implications sur le développement dans les pays de l'Afrique du Nord, dont le Maroc.

La migration constitue un facteur positif pour le développement économique et social des pays d'origine et ce, grâce aux envois de devises et à la migration de retour.

Pour le Maroc, les rapatriements de fonds représentent 8 % du PIB (2008). Le retour des émigrés aux pays d'origine contribue au développement du pays, à travers la mobilisation des ressources financières nécessaires.

Le rapport a, toutefois, souligné que l'émigration des compétences a un impact négatif sur le développement des pays d'origine et ce, en les privant de ressources rares qui ne pourraient pas

être compensées par les transferts de fonds.

D'après le même rapport, une grande proportion des marocains migrent vers l'Espagne pour des raisons essentiellement économiques. Il révèle d'ailleurs que les migrantes, originaires du Maroc et établies en France, gagnent un salaire seize fois plus élevé qu'au Maroc, dépassant ainsi les salaires des hommes de 10%. En Espagne, les salaires des femmes sont supérieurs de 4,5 à 10,5 fois par rapport aux hommes.

Par ailleurs, la crise économique mondiale, qui a marqué l'année 2008, a été à l'origine d'importants défis sociaux dans les pays en développement, notamment en termes de revenus de transferts de leur population expatriée. En effet, les travailleurs migrants ont été affectés par les pertes d'emplois dans leurs pays de destination, ce qui a réduit considérablement les flux d'envoi de fonds vers leurs pays d'origine, qui n'ont progressé que de 4% seulement en 2008 contre 23% en 2007.



Rapport de suivi mondial 2010 : les ODM après la crise

Banque Mondiale

Washington : Banque Mondiale, 2010 - 114 p.

Source : Banque Mondiale,

www.worldbank.org/gmr2010

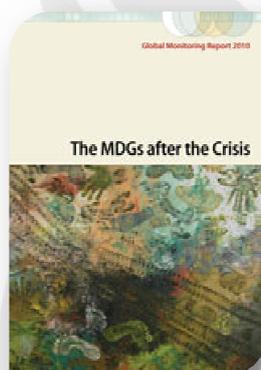
Tags : Economie | Crise financière | OMD

D'après le dernier rapport conjoint de la Banque mondiale et du FMI, la crise économique mondiale a freiné le processus de réduction de la pauvreté dans les pays en développement ainsi que le rythme de progression vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), notamment ceux afférents à la faim, à la santé maternelle et infantile, à l'égalité des sexes, à l'accès à l'eau potable et au contrôle des maladies.

Selon les données du rapport, le nombre total de personnes vivant dans l'extrême pauvreté risque de s'élever à 920 millions et 53 millions de personnes y demeureront d'ici 2015, du fait de la crise. Cependant, le monde en développement semble être globalement sur la bonne voie pour atteindre le premier ODM qui est de réduire l'extrême pauvreté de moitié d'ici 2015 par rapport à son niveau de 42 % en 1990.

Pour ce qui est de la faim dans le monde en développement, il serait difficile de réduire de moitié le nombre de personnes qui en souffrent d'ici 2015, sachant que plus d'un milliard de personnes ne sont pas en mesure de pourvoir à leurs besoins alimentaires essentiels.

Concernant la malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes, qui est la cause de plus d'un tiers des maladies dont souffrent les enfants de moins de cinq ans et de plus de 20 % des cas de mortalité maternelle, environ 1,2 million de décès supplémentaires pourraient être enregistrés vers la fin de 2015.



En termes de répartition géographique, l'Asie de l'Est aurait enregistré une baisse de l'extrême pauvreté, dont le taux est passé de 55 % à 17 % respectivement entre 1990 et 2005 et se situerait probablement à 6 % d'ici 2015. Concernant l'Afrique subsaharienne, le nombre de personnes pauvres a connu une augmentation pour atteindre 338 millions. D'ici 2015, 38 %

de la population de la région devraient encore souffrir de ce fléau et la région ne pourrait pas ainsi atteindre l'ODM 1 (réduction de l'extrême pauvreté).

Cependant, une évolution positive a été soulignée dans le rapport ; le produit intérieur brut (PIB) des pays en développement devrait progresser de 6,3 % en 2010, contre 2,4 % en 2009, selon les projections du FMI publiées en avril 2010.

World Economic Outlook (WEO) : Rebalancing Growth

Fonds Monétaire International (FMI)

Washington: FMI, 2010 - 216 p.

Source : FMI,

www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/01/pdf/text.pdf

Tags : Economie | Perspectives | Croissance

Selon les dernières estimations du FMI, un taux de croissance du PIB mondial de 4,25% est prévu en 2010. Cependant, ce rythme de croissance masque des disparités entre pays. En effet, si les pays émergents et en développement enregistrent une reprise économique vigoureuse notamment en Asie, les pays avancés réaliseront des taux de croissance modérés (Europe, Japon).

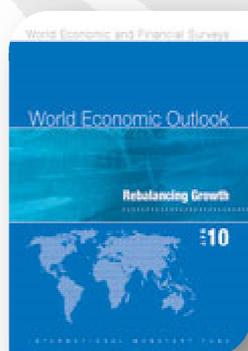
Selon le rapport, il devient de plus en plus urgent de construire des stratégies viables afin de garantir le rééquilibrage budgétaire notamment dans certains pays avancés et de réfléchir à des mesures urgentes pour prévenir toute déstabilisation des finances publiques.

Par ailleurs, la crise du marché du travail est une autre problématique qui se

pose aux pays avancés. Aussi, si cette crise perdure, peut-on s'attendre à ce que les sans-emplois temporaires deviennent des chômeurs de longue durée. Dans ce cas, des mesures particulières de promotion de l'emploi pourraient contribuer à limiter le chômage, notamment l'éducation et la formation qui pourraient favoriser la réinsertion des chômeurs. De plus, un système de prestations de chômage reste incontournable pour renforcer

la confiance des ménages.

À long terme, il est nécessaire de mettre en œuvre des programmes de réforme de la réglementation financière. Les gouvernements sont appelés à trouver un équilibre adéquat entre deux éléments : asseoir la sécurité des systèmes financiers et garantir leur efficacité.



Mise à jour économique sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord : sortir de la crise financière

Banque Mondiale

Washington : Banque Mondiale, 2010 - 28 p.

Source : Banque Mondiale,

<http://siteresources.worldbank.org/INTMENA/Resources/MENARecoveringFromCrisispub5-12-10webFINAL.pdf>

Tags : Economie | Crise financière | Croissance | MENA

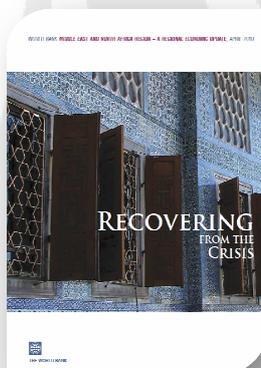
Selon la Banque Mondiale, la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) semble renouer progressivement avec la croissance et pourrait enregistrer une progression du PIB de l'ordre de 4,4 % en 2010. Cette reprise reste tributaire des conditions initiales et de l'intensité des impacts véhiculés par trois circuits principaux à travers lesquels la crise financière mondiale a touché les économies de la région MENA : le secteur financier, les prix du pétrole et la balance des paiements.

Grâce à la remontée des prix du pétrole et la stabilisation de leurs secteurs financiers, les pays du Conseil de Coopération du Golf (CCG) ont particulièrement amorcé leur reprise. Aussi, malgré une récession en 2009, les pays du CCG pourraient-ils atteindre un taux de 4,4 % en 2010. Cette reprise aura un impact positif sur les pays de la région MENA, principalement à travers la croissance des flux des envois de fonds et des flux d'investissements directs étrangers (IDE).

Les pays la région MENA exportateurs de pétrole de devraient connaître une croissance de 4,2 % en 2010 contre 2,2 % en 2009. Cependant, cette croissance dépendra de l'évolution des prix du pétrole et devrait se stabiliser à 4,5 % en 2010, après avoir atteint 4,8 % en 2009.

Riche de ses ressources naturelles en gaz et en pétrole et de ces effectifs croissants de jeunes, la région MENA dispose théoriquement d'un potentiel élevé de croissance. Néanmoins, les pays de la région seraient confrontés à de grands défis à long terme, notamment, la stagnation du niveau de vie, l'augmentation du chômage des jeunes et la faible participation de la main-d'œuvre féminine, ainsi que le risque de baisse des investissements privés.

De plus, la question de stabilité des marchés financiers serait également un défi dans la mesure où les préalables pour une discipline efficace du marché sont moins sûrs dans la région MENA que dans les pays développés du fait de la carence des institutions et de la faiblesse des acteurs du marché.



Perspectives économiques en Afrique 2010

OCDE ; BAD

Tunis: BAD, 2010 – 16p.

Source : BAD,

<http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/GenericDocuments/Abidjan%20AFDB%20DEV%20AEO%202010%20FINAL%2023052010.pdf>

Tags : Economie | Perspectives | Afrique

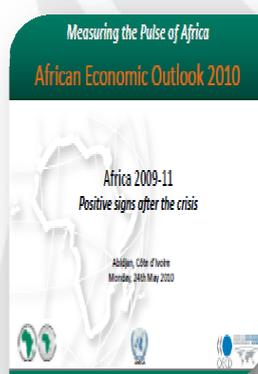
Selon le rapport conjoint de l'OCDE et de la BAD, intitulé « perspectives économiques africaines », la crise économique mondiale a freiné la forte croissance économique du continent africain et risque de rendre plus difficile pour certains pays de la région l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) visant à réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans la pauvreté d'ici 2015.

En effet, la croissance est passée d'un taux moyen de 6% sur la période 2006-08 à 2,5% en 2009. Les analystes prévoient qu'en dépit de cette baisse significative, les économies africaines devraient atteindre un taux de croissance moyen de 4,5% en 2010 et de 5,2% en 2011.

Toutefois, le rapport souligne que la reprise économique serait inégale

selon les pays. L'Afrique Australe, la zone la plus affectée, réagira plus lentement que le reste du continent, avec une croissance de près de 4% en 2010/2011. S'agissant de l'Afrique de l'Est, elle devrait afficher une croissance moyenne de 6% en 2010/2011. Quant à l'Afrique du Nord et de l'Ouest, elle devrait enregistrer un taux de croissance d'environ 5%, tandis que l'Afrique Centrale afficherait un taux de croissance de 4% sur la même période.

Enfin, le rapport conditionne le développement futur de l'Afrique à la mise en place d'un cadre de bonne gouvernance politique et économique, l'amélioration des infrastructures, la réduction des inégalités et de la pauvreté ainsi que le développement du commerce intra-régional.



Climate Change Implications for Food Security and Natural Resources Management in Africa
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Rome : FAO, 2010 - 23 p.

Source : FAO,

<http://www.fao.org/docrep/meeting/018/k7542e.pdf>

Tags : Changement climatique | Agriculture | Sécurité alimentaire | Afrique

Selon le présent document exposé lors de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique qui s'est tenue à Luanda (Angola) en mai 2010, la hausse des températures et l'imprévisibilité croissante du climat pourraient entraver les progrès réalisés en termes de réduction de la pauvreté et de la sécurité alimentaire en Afrique.

Tout en mettant en garde contre cette nouvelle donne, le rapport invite les gouvernements africains à "accorder la priorité à des mesures ciblées sur l'essor de l'agriculture et la gestion durable des ressources naturelles".

En fait, un tiers de la population africaine est concentré dans des zones exposées à la sécheresse et sont plus vulnérables au changement climatique. Aussi, les plus lourdes répercussions se feront-elles sentir sur les habitants les plus démunis, notamment l'agriculteur africain de subsistance. Des politiques de développement sont ainsi nécessaires

pour certaines communautés souffrant de précarité.

Par ailleurs, des pratiques durables devraient constituer une priorité dans toute politique de développement afin de s'adapter aux conséquences du changement climatique, notamment par la promotion des aliments traditionnels, des savoirs agricoles et par la prise en compte systématique de la gestion des terres, de l'eau, de la biodiversité et de l'environnement dans les politiques de développement.

Le document souligne également que les pays africains pourraient exploiter le marché du carbone et autres instruments internationaux tels que le Mécanisme de Développement Propre (MDP). Les stratégies de réduction des émissions de carbone incluant des projets de boisement et de reboisement communautaires peuvent aider à améliorer la production vitale des petits agriculteurs.

••••• ENVIRONNEMENT •••••

2010 Environmental Performance Index

Yale University (USA)

Connecticut: Yale University, 2010 - 87 p.

Source : Yale University,

http://epi.yale.edu/file_columns/0000/0151/epi2010_report.pdf

Tags : Environnement | Performances | Maroc

Dans une étude récente, menée auprès de 163 pays, l'Université de Yale a évalué la performance environnementale mondiale en se référant à l'Environmental Performance Index (EPI). Cet indice, qui ne tient pas compte des catastrophes naturelles, est pondéré selon des mesures qui apprécient la performance du gouvernement par rapport aux objectifs des politiques environnementales, comme l'accès à des installations sanitaires et à l'eau propre, la protection des habitats et les émissions industrielles.

L'étude fournit un classement des pays à partir de 25 indicateurs, notamment ; la qualité de l'eau et de l'air, les émissions de gaz à effet de serre, l'impact de l'environnement sur la santé de la population, la santé publique, la vitalité des écosystèmes,...

L'Islande vient en tête de ce classement, avec une note de 93,5 sur 100 grâce à la qualité des ses ressources

hydriques, ses multiples réserves naturelles, son système sanitaire exemplaire et une grande quantité d'énergie géothermique extrêmement peu polluante.



Le Maroc est classé au 52^{ème} rang au niveau mondial, avec un score de 65,6 sur 100. Ce classement reste assez moyen au regard des scores enregistrés par les 5 premiers pays (Islande, Suisse, Costa Rica, Suède, Norvège). Cependant, avec son score moyen, le Maroc reste tout de même mieux noté que des grands pays comme les Etats-Unis, 61^{ème} (63,5), le Brésil, 62^{ème} (63,4), la Russie, 69^{ème} (61,2) et les pays pétroliers du Golfe.

De même, en comparaison avec les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, les choix environnementaux du Maroc semblent être bien appréciés et permettent au pays de se classer à la deuxième position, devant des pays comme la Syrie, la Tunisie, l'Egypte, la Libye et la Mauritanie.

Perspectives mondiales de la diversité biologique (GBO-3)

Organisation des Nations Unies
Washington : ONU, 2010 – 94 p.

Source : ONU,

<http://www.cbd.int/doc/publications/gbo/gbo3-final-fr.pdf>

Tags : Biodiversité | Diversité biologique

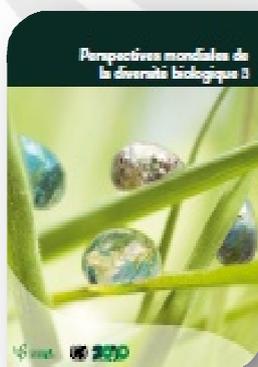
Dans son 3^{ème} rapport sur les perspectives de la biodiversité mondiale (GBO-3), l'ONU a souligné l'échec des gouvernements à réaliser les objectifs fixés en 2002 par la Convention des Nations Unies sur la protection et la restauration de la diversité biologique qui vise la réduction significative de perte de la biodiversité.

Le rapport montre que la biodiversité est en régression rapide. Le changement climatique, la pollution et la surexploitation des ressources naturelles viennent en tête des tendances engendrant l'appauvrissement de la biodiversité.

Trois « points de basculement » sont sur le point d'être franchis : le dépérissement de la forêt amazonienne qui souffre à la fois des conséquences du

changement climatique, des feux et de la déforestation, l'eutrophisation de nombreux lacs d'eau douce et l'effondrement massif des récifs coralliens. En conséquence, le taux d'extinction d'espèces animales et végétales est désormais « 1.000 fois plus élevé que le taux historique connu à ce jour ».

Le rapport recommande d'accorder autant d'importance à la lutte contre la réduction de la biodiversité qu'au combat contre le changement climatique. Protéger la biodiversité permettra la réduction du gaz à effet de serre et contribuera à diminuer la production de carbone dans l'air. De même, en instaurant des politiques durables de pêche, de foresterie et d'agriculture, cela permettra de prévenir les pollutions et de cibler les espèces végétales et animales à risque.



••••• ENVIRONNEMENT •••••

The Climate Competitiveness Index 2010 : National progress in the low carbon economy

Programme des Nations Unies sur l'Environnement
Nairobi : PNUE, 2010 – 16p.

Source : PNUE,
www.unep.org/PDF/PressReleases/CCi_Exec_Summary_Embargoed_Lowres.pdf
Tags : Climat | Compétitivité climatique

L'Indice de Compétitivité Climatique de 2010, analyse 95 pays les plus pollueurs au niveau mondial, responsables de 96% des émissions de dioxyde de carbone.

L'indice se base sur « la Responsabilité Climatique » mesurant la clarté, l'ambition et la soutenabilité des actionnaires de la stratégie climatique du pays et la « la Performance Climatique » qui évalue la capacité des pays à mettre en application leur stratégie de lutte contre le changement climatique.

Le rapport montre que 46 % des pays pollueurs ont mis en place des stratégies de croissance à faible teneur en dioxyde de carbone après la tenue de la Conférence des Nations Unies sur le Changement Climatique de Copenhague



du 7 au 19 décembre 2009. Il souligne également qu'un progrès important a été enregistré en matière de création d'emplois et de croissance économique verte.

L'Allemagne, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Rwanda se classent en première position en termes de responsabilité climatique.

Le rapport rappelle également que la transition vers une compétitivité climatique offre de réelles opportunités économiques. Cette approche prouvera que les gouvernements sont capables de relever les défis de la croissance verte et font des efforts significatifs pour trouver des solutions efficaces et efficientes aux conséquences du changement climatique.

Energy for a sustainable future

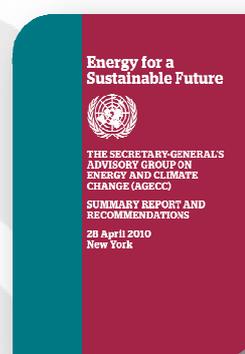
The Secretary-General's Advisory Group on Energy and Climate (AGECC)
New York: AGECC, 2010 – 26p.

Source : AGECC,
https://unido.org/fileadmin/user_media/News/2010/AGECC_Report.pdf

Tags : Energie | Changement climatique

L'élargissement de l'accès à l'énergie, l'accroissement de l'efficacité énergétique et l'usage des énergies propres sont des facteurs qui devraient aider à surmonter les défis climatiques et réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Aujourd'hui, 1,6 milliard de personnes n'accèdent pas à l'électricité, un obstacle qui ne cesse d'entraver le développement. A cet effet, le rapport « Energy for a sustainable future » invite les Etats à mettre en place des conditions convenables à un accès universel aux services d'énergie, tout en consolidant l'augmentation de l'efficacité énergétique. Il souligne également qu'une réduction de 40% de la consommation d'énergie globale se traduira par une baisse annuelle de 2,5% de la consommation d'énergie.



Enfin, pour la réalisation de ces objectifs énergétiques, le rapport propose la réorientation des politiques publiques et précisément les régimes de tarification et la régulation du marché de l'énergie, dans l'optique de promouvoir l'innovation et la participation du secteur privé.

Islamist Mass Movements, External Actors and Political Change in the Arab World

International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA)

Stockholm: IDEA, 2010 – 208 p.

Source : IDEA,

http://www.idea.int/publications/islamist_mass_movements/upload/Islamist_mass_low_inlay.pdf

Tags : Politique | Islamisme | Parti | Monde arabe | Maroc

Cette étude analyse le rôle politique des partis et des mouvements Islamistes au Maroc, en Egypte, au Liban et en Palestine ainsi que leur relation avec les politiques étrangères des États-Unis et de l'Union Européenne (UE).

Le but de l'étude n'était pas de vérifier si ces partis et mouvements islamistes embrassent réellement ou tactiquement les valeurs démocratiques en termes abstraits. Son objectif est d'analyser concrètement le rôle de ces mouvements ou partis dans les politiques intérieures des pays précités.

Les questions principales auxquelles la présente étude tente de répondre sont notamment ; Quels intérêts socio-économiques les partis et mouvements islamistes représentent-ils ? Quelles sont leurs stratégies relatives à la mobilisation et à la participation politique ? Comment impactent-ils les contextes politiques dans lesquels ils opèrent ? Comment ces politiques et positions ont-elles changé dans le temps ? ...

De même, bien que ce ne soit pas l'objectif de ce document d'étudier les politiques de démocratisation, il a été

primordial de les approcher au même titre que le rôle des acteurs internationaux, car ils ont été à l'origine des toutes les réflexions menées autour de la question de l'islamisme ainsi que le développement, en Europe et dans le monde arabe, de politiques à l'encontre de l'islamisme.

L'étude a permis de cerner l'évolution récente des mouvements et partis concernés. Elle a également présenté les positions internationales prises à leur égard. De même, elle a avancé quelques hypothèses sur l'interaction entre les politiques intérieures et internationales. L'étude explique le fait que les partis et mouvements islamistes ne sont pas uniquement des acteurs dans leurs contextes politiques respectifs, mais sont parfois des produits de ces contextes comme c'est le cas en Palestine et au Liban.

Le rapport offre globalement une analyse des structures des mouvements islamistes, en particulier les intérêts socio-économiques qu'ils représentent et l'impact de leurs stratégies sur les plans politique, économique et social.



..... INDEX DES TAGS

A

Afrique	3, 8, 9
Afrique de l'Ouest	4
Afrique du Nord	4
Agriculture	9

B

Biodiversité	11
--------------------	----

C

Changement climatique	9, 13
Climat	12
Compétitivité climatique	12
Crise financière	5, 7
Croissance	6, 7

D

Diversité biologique	11
----------------------------	----

E

Economie	5, 6, 7, 8
Energie	13
Environnement	10

I

Islamisme	14
-----------------	----

M

Maroc	3, 4, 10, 14
MENA	7
Migration	4
Monde arabe	14

O

OMD	5
-----------	---

P

Parti	14
Performances	10
Perspectives	6, 8
Politique	14

R

Recherche	3
-----------------	---

S

Sécurité alimentaire	9
Société	3